



Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

Provisoire

9614^e séance

Vendredi 26 avril 2024, à 15 heures

New York

Présidente : M^{me} Gatt (Malte)

Membres :

Algérie	M ^{me} Samai
Chine	M. Tian Bingxu
Équateur	M ^{me} Mendez Gruezo
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Luquetta
Fédération de Russie	M. Kashaev
France	M. Leclerc
Guyana	M ^{me} Persaud
Japon	M. Ono
Mozambique	M. Buanahagi
République de Corée	M ^{me} Chung
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Gibbon
Sierra Leone	M ^{me} Karim
Slovénie	M ^{me} Ponikvar
Suisse	M ^{me} Baumann-Bresolin

Ordre du jour

Les femmes et la paix et la sécurité

Prévenir les violences sexuelles liées aux conflits par la démilitarisation et la maîtrise des armements tenant compte des questions de genre

Rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits (S/2024/292)

Lettre datée du 16 avril 2024, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2024/311)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est reprise à 15 h 5.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je rappelle à tous les orateurs et à toutes les oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs déclarations à un maximum de quatre minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence. Le voyant rouge de leur microphone se mettra à clignoter au bout de quatre minutes pour les inviter à conclure.

Je donne maintenant la parole au représentant d'Israël.

M. Miller (Israël) (*parle en anglais*) : Je tiens en premier lieu à remercier le Vice-Premier Ministre de Malte d'avoir convoqué cet important débat public annuel.

Étant donné que les violences sexuelles liées aux conflits restent un phénomène sous-déclaré dans le monde entier, il est essentiel que le Conseil continue à se réunir et à discuter des nouvelles tendances et des défis qui persistent dans la lutte mondiale contre les violences sexuelles liées aux conflits. Je voudrais également réaffirmer le ferme soutien d'Israël au mandat de la Représentante spéciale du Secrétaire général Patten et de son équipe d'experts et exprimer la reconnaissance d'Israël pour le travail important que la Représentante spéciale du Secrétaire général et son équipe accomplissent en faveur des femmes et des filles dans le monde entier, y compris les femmes et les filles en Israël.

Chaque année, le rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits rappelle à la communauté internationale à quel point il est urgent de mettre fin à la violence sexuelle en tant qu'arme de guerre et outil de terrorisme. Pour Israël, le rapport joue deux rôles importants dans cette lutte mondiale.

Premièrement, le rapport fait en sorte que les crimes odieux commis contre les femmes et les filles, ainsi que contre les hommes et les garçons, ne restent pas dans l'ombre de l'histoire. Il arrive trop souvent que les personnes rescapées de violences sexuelles liées à un conflit ne soient pas crues. À cet égard, Israël considère le rapport comme une étape importante dans la quête de justice des personnes rescapées. C'est d'autant plus vrai pour les Israéliennes, femmes et les filles, que la communauté internationale a fermé les yeux en ce qui les concerne et que les récits des victimes et des survivantes des horribles crimes sexuels et fondés sur le genre commis par le Hamas le 7 octobre ont été peu pris en considération, voire déshumanisés. Nous remercions la Représentante spéciale et son équipe de défendre toutes

les femmes et toutes les filles, quelle que soit leur nationalité, et d'avoir mis en lumière celles que le monde ne voulait pas voir.

Deuxièmement, le rapport constitue non seulement un document historique important sur les crimes de violence sexuelle liés aux conflits, mais aussi un outil indispensable pour lutter contre la violence sexuelle liée aux conflits par le biais de sanctions. Le rapport justifie donc que la communauté internationale commence à prendre des mesures pour établir les responsabilités. C'est pourquoi Israël a été choqué et déçu par le fait que le Hamas – instigateur et auteur du massacre du 7 octobre, au cours duquel ont été commis de nombreux actes de violence sexuelle et fondée sur le genre – n'ait pas été mentionné dans la liste figurant en annexe (voir S/2024/292, annexe). L'exclusion de cette organisation terroriste de la liste des parties soupçonnées de manière crédible d'avoir commis ou d'être responsables de violences sexuelles liées aux conflits envoie le mauvais message aux auteurs de tels actes. En outre, des armes continuent d'être fournies au Hamas, des armes dont nous savons qu'elles sont utilisées contre les Israéliennes, y compris des jeunes femmes, qui sont toujours détenues à Gaza.

La démilitarisation et le désarmement du Hamas et la déradicalisation de la bande de Gaza par l'éducation à la paix et à la coexistence sont la clef pour garantir que les crimes odieux perpétrés le 7 octobre ne seront pas commis à nouveau contre les femmes et les filles en Israël et ailleurs. Il n'y aura pas de paix tant que l'on apprendra aux enfants à haïr. Quant aux allégations d'inconduite à l'encontre de détenus palestiniens mentionnées dans le rapport, elles ont malheureusement été formulées dans une tentative évidente de créer une équivalence entre les crimes du Hamas et l'inconduite d'Israël, étant donné que la violence sexuelle liée au conflit n'avait jamais fait partie du conflit avant l'attaque barbare et atroce du Hamas. Néanmoins, Israël est une démocratie transparente qui dispose de tous les mécanismes nécessaires pour évaluer toute allégation de mauvaise conduite. Ces allégations sont examinées par Israël conformément aux procédures et aux instruments solides qu'il a mis en place à cet effet.

Nombreux sont ceux qui, dans cette salle, ont appelé à mettre fin à l'impunité et à renforcer l'application du principe de responsabilité. Il est maintenant temps pour la communauté internationale de traduire ces paroles dans les faits. Nous demandons au Conseil d'ajouter des critères de désignation autonomes concernant les violences sexuelles liées aux conflits, de désigner le Hamas en tant qu'organisation terroriste et d'appeler à

la libération immédiate de tous les otages. Alors que les juifs d'Israël et du monde entier célèbrent la Pâque juive, fête au cours de laquelle le peuple juif a été libéré de l'esclavage, nous prions pour la libération de nos citoyens détenus à Gaza. Laissez-les rentrer chez eux maintenant.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Monténégro.

M. Sabanovic (Monténégro) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à souligner que le Monténégro s'associe pleinement aux déclarations faites au nom de l'Union européenne, du Groupe des Amis des femmes et de la paix et de la sécurité et du Groupe restreint LGBTI. Nous aimerions faire quelques observations supplémentaires à titre national.

Je voudrais en premier lieu remercier Malte d'avoir organisé cette importante discussion et M^{me} Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, de son exposé détaillé.

Alors que nous nous réunissons à l'occasion du débat public du Conseil de sécurité sur les violences sexuelles liées aux conflits, il est primordial de prendre en compte les effets disproportionnés et genrés propres aux armes et de prendre conscience du fait que les femmes représentent moins d'un tiers des participants aux réunions multilatérales sur le désarmement. Cette sous-représentation montre qu'il est urgent de donner la priorité à la participation pleine et véritable des femmes aux efforts de maîtrise des armements et de désarmement.

Le Monténégro est fermement engagé dans la promotion de l'égalité des genres et la prévention des violences sexuelles liées aux conflits. Nous reconnaissons l'importance de la conformité avec les cadres internationaux tels que la résolution 1325 (2000), qui appelle à protéger les femmes et les filles contre la violence fondée sur le genre, y compris la violence sexuelle liée aux conflits, et la résolution 2122 (2013), qui met l'accent sur la participation des femmes à la maîtrise des armements à tous les niveaux de prise de décisions. L'adoption d'une stratégie pour la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité et des résolutions connexes, pour la période 2023-2027, témoigne de nos progrès dans ce domaine. Ce document stratégique décrit notre objectif principal, qui est de promouvoir le rôle des femmes et des filles dans les processus de paix et de sécurité. Il comprend également des objectifs opérationnels et un plan d'action visant à renforcer l'égalité des genres dans le secteur de la sécurité, à accroître la représentation

des femmes au sein des institutions et à prévenir toutes les formes de discrimination et de violence.

Le Monténégro collabore activement avec des partenaires internationaux, notamment le Programme des Nations Unies pour le développement et la Mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe au Monténégro, dans le cadre de diverses activités telles que la formation aux médias, le renforcement des capacités administratives et la lutte contre les discours de haine et la violence. Nos projets de collaboration se sont étendus à la budgétisation tenant compte des questions de genre, qui est reconnue comme un outil essentiel pour promouvoir l'égalité femmes-hommes. En outre, notre application du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects a joué un rôle déterminant dans la conduite d'évaluations et la collecte de données liées au genre et à l'âge, ainsi que dans le renforcement de la prise en compte des questions de genre dans nos politiques et législations nationales en matière de maîtrise des armements.

Pour terminer, le Monténégro reste déterminé à prévenir les violences sexuelles liées aux conflits, à promouvoir l'égalité des genres et à défendre les droits humains. Grâce à des collaborations solides, des cadres législatifs et des initiatives de renforcement des capacités, nous nous efforçons de créer un monde plus sûr et plus équitable pour tous, dans lequel chaque personne, quel que soit son genre, bénéficiera des mêmes possibilités et des mêmes droits.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de Chypre.

M^{me} Michail (Chypre) (*parle en anglais*) : Nous remercions Malte d'avoir organisé le présent débat. Qu'il me soit également permis de remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, M^{me} Pramila Patten, de son exposé éclairant, ainsi que M^{me} Ahmadi et M^{me} Gurira de leurs précieuses contributions.

Chypre souscrit pleinement à la déclaration faite au nom de l'Union européenne.

La triste réalité, c'est que la violence sexuelle liée aux conflits est ancrée dans les guerres. La violence sexuelle liée aux conflits n'est pas une activité isolée. Elle est profondément enracinée dans les inégalités historiques et les structures sociales patriarcales, et exacerbée par la prolifération des armes et une militarisation accrue. Les victimes et les personnes survivantes éprouvent souvent un sentiment de honte et vivent dans l'ombre, dans

l'attente de la justice et de réparations, alors que la culture de l'impunité, hélas, prédomine.

Chypre condamne avec force la violence fondée sur le genre sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, en ligne et hors ligne, notamment tous les actes de violence sexuelle en période de conflit armé.

La résolution 1325 (2000) a reconnu que la violence sexuelle est une question de paix et de sécurité. La résolution 1820 (2008) a reconnu que la violence sexuelle est une arme de guerre et souligné qu'il importe de mettre un terme à l'impunité des auteurs de ces actes. Il est profondément inquiétant de constater que malgré l'adoption de ces deux résolutions historiques, dans les régions du monde touchées par un conflit, la violence sexuelle liée aux conflits continue d'être utilisée comme tactique de guerre, de torture et de terrorisme.

Chypre rappelle que le viol et d'autres formes de violence sexuelle peuvent constituer un crime de guerre, un crime contre l'humanité ou un élément constitutif du crime de génocide. Les violences sexuelles liées aux conflits, qui sont une question de paix et de sécurité et un obstacle au rétablissement de la paix, requièrent la mise en place de mesures opérationnelles et de politiques spécifiques.

La prolifération des armes, en particulier des armes légères et de petit calibre (ALPC), est un facteur qui a été reconnu comme contribuant aux violences sexuelles en période de conflit. Cependant, peu de choses ont été faites pour s'attaquer à ces facteurs en vue de prévenir la violence sexuelle liée aux conflits.

Je voudrais ajouter quelques éléments au débat d'aujourd'hui.

Premièrement, les instruments de maîtrise des armements et de désarmement constituent des outils de prévention essentiels. Une mise en œuvre des instruments de maîtrise des armements qui tienne compte des questions de genre a un rôle important à jouer dans la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits et dans la réduction de la prolifération des armes qui la facilitent.

Deuxièmement, nous manquons de données précises pour mieux comprendre le lien entre les armes, et en particulier les ALPC, et la violence sexuelle liée aux conflits. Il est indispensable d'appuyer la collecte de données mieux ventilées, ainsi que de mener et de financer des recherches spécifiques sur le lien entre les ALPC et la violence sexuelle liée aux conflits. Ces données et recherches nous aideront à élaborer des cadres généraux,

législatifs et de mise en œuvre plus ciblés, un accent particulier étant également mis sur les efforts de prévention.

Troisièmement, les femmes et les filles sont touchées de manière disproportionnée par la violence sexuelle, mais ne sont pas pleinement intégrées dans les principales structures décisionnelles liées à la paix et à la sécurité. À cet égard, l'adoption de mesures concrètes visant à assurer la participation pleine, égale et effective, en toute sécurité, des femmes à tous les niveaux de la prise de décisions en matière de paix et de sécurité, y compris la prise de décisions concernant les questions de sécurité, est une condition *sine qua non*.

Pays ayant fait l'expérience directe et atroce des violences sexuelles liées aux conflits, Chypre attache une grande importance à l'élimination de toutes les formes de violence fondée sur le genre. Nous nous engageons à continuer de travailler avec la communauté internationale pour protéger et autonomiser les femmes, les filles, les hommes et les garçons, dans toute leur diversité, dans les situations de conflit, en renforçant la lutte mondiale contre la violence sexuelle liée aux conflits. Il importe plus que jamais de renforcer la réponse mondiale à ce crime odieux et d'adopter une approche centrée sur les personnes survivantes, tout en garantissant la justice et l'application du principe de responsabilité pour toutes les victimes et les personnes survivantes.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Libéria.

M^{me} Fyneah (Libéria) (*parle en anglais*) : Nous remercions la République de Malte d'avoir organisé ce débat important. Nous tenons également à féliciter la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, M^{me} Patten, ainsi que les autres intervenantes de leurs exposés éclairants, qui ont décrit les conditions désastreuses et déshumanisantes dans lesquelles vivent les femmes et les filles sans défense prises au piège dans les zones de conflit partout dans le monde, tout en soulignant la nécessité de prendre de toute urgence des mesures concrètes pour lutter contre l'augmentation des cas de violence sexuelle liée aux conflits et d'autres actes atroces commis en toute impunité en période de conflit armé.

Le Libéria réaffirme son attachement à la résolution 1325 (2000), qui demande à toutes les parties à un conflit armé de protéger les femmes et les petites filles contre les actes de violence sexiste, en particulier le viol et les autres formes de sévices sexuels, ainsi que son attachement aux principes qui sous-tendent le programme pour les femmes

et la paix et la sécurité, en particulier les principes relatifs à la lutte contre la violence sexuelle liée aux conflits.

Nous savons que la violence sexuelle liée aux conflits est une grave violation des droits humains, souvent commise en période de conflit. Cet aspect tragique et omniprésent des conflits laisse des cicatrices durables sur les individus, les familles et les communautés longtemps après la fin des combats.

Voilà une vingtaine d'années que les armes se sont tuées dans mon pays, et pourtant, les effets néfastes de la guerre perdurent. Dans la réalité d'aujourd'hui, l'escalade des conflits fait qu'il est de plus en plus urgent, pour prévenir ce fléau et protéger les femmes et les filles, d'appliquer les résolutions sur la violence sexuelle liée aux conflits et les conventions sur la prolifération des armes, et de veiller à l'application effective du Traité sur le commerce des armes et des lois internationales. Il convient d'examiner de manière globale les instruments et les cadres qui se concentrent sur la prévention de la violence sexuelle liée aux conflits et sur la protection des femmes et des filles, et de veiller à ce que les auteurs de ces actes soient traduits en justice.

Le Libéria est pleinement convaincu qu'il est primordial de garantir l'application du principe de responsabilité. Les auteurs de violences sexuelles doivent être tenus pour responsables par l'intermédiaire d'enquêtes approfondies et d'actions en justice. Nous devons également créer des espaces sûrs pour le signalement des cas et veiller à ce que les personnes survivantes se sentent en sécurité et appuyées lorsqu'elles se manifestent, en leur permettant d'accéder à la justice et aux réparations. Mon pays a la ferme conviction que la lutte contre l'inégalité de genre, la formation du personnel de sécurité, la mobilisation de la population, l'application du principe de responsabilité et la capacité de réaction peuvent avoir un effet dissuasif sur les actes de violence généralisés contre les femmes et les filles.

Pour terminer, renouvelons notre engagement envers les principes qui sous-tendent le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et travaillons sans relâche pour mettre fin à la violence sexuelle liée aux conflits. Il est temps d'agir, et nous devons le faire de toute urgence pour protéger les droits et la dignité de tous les individus, en particulier les femmes et les filles touchées par un conflit.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la République démocratique du Congo.

M^{me} Liolocha (République démocratique du Congo) : Ma délégation tient avant toute chose à exprimer ses remerciements à la République de Malte pour avoir organisé ce débat public pour prévenir les violences sexuelles liées aux conflits par la démilitarisation et la maîtrise des armements tenant compte des questions de genre. C'est une occasion pour nous de réfléchir à ce thème émergent relatif au recours systématique, par des acteurs étatiques et non étatiques, à la violence sexuelle comme tactique de guerre, de torture et de terrorisme dans les conflits armés.

Je voudrais saisir aussi cette occasion pour louer les efforts continus de M^{me} Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, et l'accompagnement de son bureau aux efforts du Gouvernement congolais dans la lutte contre les violences sexuelles liées au conflit armé. Nous saluons par la même occasion l'intervention faite l'autre jour par M^{me} Danai Gurira, ambassadrice de bonne volonté d'ONU-Femmes, qui a martelé que la situation des femmes et des enfants dans l'est de la République démocratique du Congo est désastreuse.

Il est déplorable de constater que les violences sexuelles sont associées aux conflits armés, et en République démocratique du Congo, elles sont utilisées systématiquement depuis plus de deux décennies comme arme de guerre et de destruction du tissu social. Les Congolaises ont perdu toute dignité humaine, beaucoup d'entre elles ayant subi des viols, des violences sexuelles et d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants, en particulier dans le périmètre des zones minières.

Cette situation est exacerbée par la faiblesse de la répression contre leurs auteurs, la prolifération et le trafic illicite des armes légères et de petit calibre, et les groupes armés qui s'approvisionnent grâce au pillage des ressources naturelles du pays, avec la complicité des pays voisins. C'est le cas notamment du Mouvement du 23 mars, avec l'appui de la Force de défense rwandaise. Il est temps que le Conseil de sécurité condamne à l'unanimité cette situation et travaille à y mettre définitivement fin pour qu'au moins cette fois, justice soit faite.

En dépit de cette situation, la République démocratique du Congo a entrepris des efforts considérables, avec l'appui de ses partenaires, pour mettre en place un cadre normatif et institutionnel favorable à la lutte contre les violences sexuelles liées au conflit et à la protection des victimes par l'accès à la justice et aux réparations.

C'est ici l'occasion pour nous de mettre en évidence nos avancées et partager nos meilleures pratiques. Nous pouvons citer, entre autres, la Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre révisée, la politique de tolérance zéro pour les auteurs de violences lancée en 2021, les accords de Kinshasa sur la masculinité positive pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles, le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation, la création du Fonds national pour la réparation en faveur des survivants de violences sexuelles liées aux conflits et autres crimes graves en République démocratique du Congo, le Plan national d'action quinquennal 2024-2028 pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, la mise en place d'une équipe spéciale pour le suivi et l'évaluation de ce projet, et la mise en place de la Commission nationale de la justice transitionnelle.

Pour conclure, je voudrais souligner que mon gouvernement reste disposé à continuer à travailler en toute transparence avec tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux pour mettre fin à ce fléau.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Myanmar.

M. Tun (Myanmar) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence maltaise du Conseil d'avoir organisé le présent débat public annuel sur la prévention des violences sexuelles liées aux conflits, l'accent étant mis sur la démilitarisation et la maîtrise des armements tenant compte des questions de genre. Je remercie également toutes les intervenantes de leurs observations détaillées.

Ce débat public annuel arrive à point nommé, car les femmes et les filles sont constamment exposées au risque de subir des violences fondées sur le genre sous la forme de violences sexuelles, en particulier dans diverses situations de conflit.

L'augmentation des violences sexuelles liées aux conflits dans le monde est alarmante. Nous avons bien entendu les appels lancés par les intervenantes. Il incombe aux États Membres de protéger les femmes et les filles contre les violences sexuelles liées aux conflits en prenant des mesures efficaces en temps utile. À cet égard, le Conseil de sécurité peut jouer un rôle central en utilisant tous les outils dont il dispose pour les protéger.

Le Myanmar condamne sans équivoque les violences sexuelles liées aux conflits et toutes les formes de violence contre les femmes et les filles, où que ce soit et quelles que soient les circonstances.

Depuis le coup d'État militaire illégal au Myanmar en février 2021, les atrocités et les graves violations des droits humains commises par la junte militaire, y compris les violences sexuelles liées au conflit contre des civils innocents, sont plus visibles, systématiques, coordonnées et généralisées. Les femmes et les jeunes ont été pris pour cible tout au long du coup d'État illégal en raison de leur participation active à la révolution contre la junte militaire.

Depuis de nombreuses décennies, l'armée du Myanmar est connue pour son utilisation du viol comme arme de guerre. Aujourd'hui, les défenseuses des droits humains sont exposées à un risque accru d'être soumises par la junte militaire à toutes formes de violence, notamment sexuelle, en tant que tactique de guerre.

Les armes détenues par les soldats au Myanmar ne font que servir leur ambition de commettre, sous nos yeux, des violences sexuelles liées au conflit, des massacres, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre contre des civils. Les atrocités commises par la junte militaire et les violences sexuelles liées au conflit ont été amplement attestées par l'ONU et d'autres organisations internationales. Je ne les répéterai donc pas ici. La population a grandement souffert des nombreuses atrocités commises par la junte militaire. Plus de 2,8 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays. Près de 19 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire. Plus de 85 000 logements ont été incendiés ou détruits. Ces souffrances ont été exacerbées par la récente campagne de conscription forcée et illégale lancée par la junte militaire. Afin d'éviter d'être enrôlés de force, de nombreux jeunes, y compris des filles, se cachent ou fuient le pays.

Le Gouvernement d'union nationale, en collaboration avec des organisations de résistance ethnique et le peuple du Myanmar, fait tout son possible pour protéger les femmes et les filles et prévenir les violences sexuelles liées au conflit. Nous travaillons tous ensemble pour mettre un terme à la dictature militaire et instaurer une union démocratique fédérale.

En mars, le Gouvernement d'union nationale a publié un code de conduite militaire pour les forces de défense populaires. En vertu de ce code, les forces de défense populaires doivent respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits humains, et les contrevenants s'exposent à de lourdes poursuites conformément aux lois en vigueur. En outre, leurs membres ne doivent en aucun cas agresser physiquement, mentalement ou sexuellement un civil. Ce code de conduite est communiqué aux forces sur le terrain.

Pour terminer, le Gouvernement d'union nationale, en collaboration avec les organisations de la résistance ethnique et de la société civile, met tout en œuvre pour protéger les femmes et les filles des violences sexuelles liées au conflit, en dépit de nombreuses difficultés et contraintes. Mais nous avons encore besoin d'un appui efficace de la part de la communauté internationale et des États Membres si nous voulons protéger nos femmes et nos filles.

C'est pourquoi nous appelons à nouveau la communauté internationale, en particulier les États membres du Conseil de sécurité, à prendre les mesures suivantes : premièrement, mettre fin aux flux d'argent et d'armes, et priver la junte militaire de sa légitimité ; deuxièmement, fournir une aide humanitaire directement aux personnes dans le besoin par tous les moyens disponibles, y compris l'aide transfrontière, de manière durable et prévisible ; troisièmement, nous apporter un appui politique, diplomatique et financier efficace ; quatrièmement, nous aider à renforcer nos capacités afin de mettre un terme à la dictature militaire ; et cinquièmement, mettre fin à l'impunité des forces militaires en saisissant la Cour pénale internationale de la situation au Myanmar.

Il est également d'une importance capitale de rendre justice aux victimes des atrocités commises par la junte militaire, y compris les violences sexuelles liées au conflit. Nous devons faire en sorte que les auteurs répondent de leurs actes devant la justice. Il faut mettre un terme à l'impunité totale dont ils jouissent. Cela permettra d'éviter que de telles atrocités et violences sexuelles liées au conflit ne se reproduisent au Myanmar.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine.

M. Lagorio (Argentine) (*parle en espagnol*) : Tout au long de l'histoire, la violence sexuelle a été utilisée comme une arme de guerre, et, bien souvent, comme une stratégie délibérée dans la conduite des hostilités. Depuis l'adoption de la résolution 1820 (2008), on constate une prise de conscience croissante au sein de l'opinion publique en ce qui concerne ces crimes et leurs conséquences. La violence sexuelle perpétue les conflits et l'instabilité. Son caractère destructeur à long terme a des effets dévastateurs, non seulement sur les personnes rescapées, mais aussi sur des communautés entières.

Profondément ancrée dans l'inégalité de genre, la violence sexuelle liée aux conflits est un phénomène complexe dont les causes sont multiples et se chevauchent. Pour lutter contre ce problème, il faut donc adopter une

approche multidimensionnelle qui porte à la fois sur la prévention structurelle à long terme et sur la prévention plus opérationnelle à court terme afin de s'attaquer aux causes immédiates et d'en atténuer les effets.

La multiplication des conflits armés et la prolifération des armes sont deux facteurs liés qui alimentent les violences sexuelles systématiques et généralisées en période de conflit. Toutefois, au-delà de cette reconnaissance, peu de choses ont été faites pour aborder la question de la prolifération des armes dans le cadre des efforts visant à prévenir les violences sexuelles liées aux conflits. La prolifération et le commerce illicite des armes accroissent le recours à la violence sexuelle par les groupes armés, la criminalité organisée et les groupes terroristes. La plupart des cas de violence sexuelle liés à un conflit impliquent des armes à feu, qui sont utilisées pour intimider, contraindre, blesser et tuer des civils dans le contexte de viols, d'enlèvements, de mariages forcés et d'autres formes de violence sexuelle. Une réglementation efficace des armements peut renforcer la prévention des violences sexuelles liées aux conflits. La maîtrise des armements et le désarmement permettent de réduire la prolifération des armes qui favorisent ces crimes, tout en créant un environnement plus propice à la consolidation de la paix.

Malgré les nombreux instruments internationaux exigeant la protection des civils contre les agressions sexuelles en temps de conflit armé et reconnaissant que ces actes peuvent constituer des crimes de guerre, les violences sexuelles liées aux conflits perdurent dans une culture d'impunité quasi totale. Il est indispensable que les auteurs de violences sexuelles soient amenés à répondre de leurs actes pour que les victimes obtienne justice et pour décourager la commission de nouveaux crimes. Le droit international prévoit que ces crimes engagent la responsabilité pénale individuelle de leurs auteurs, et c'est aux États qu'il incombe au premier chef d'engager des poursuites. Lorsqu'un État n'a pas la volonté ou la capacité d'enquêter sur les crimes internationaux, y compris les crimes de violence sexuelle liée aux conflits, et d'en poursuivre les auteurs, la communauté internationale doit prendre les mesures qui s'imposent pour saisir la Cour pénale internationale de la situation. Le Statut de Rome érige clairement le viol et toute autre forme de violence sexuelle en infraction pouvant relever des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité. Il ne faut pas oublier que lors des attaques perpétrées en Israël le 7 octobre 2023, de nombreux actes de violence sexuelle ont été commis par des membres du groupe terroriste Hamas, et nous estimons dès lors que ces actes et leurs auteurs doivent

être condamnés sans ambiguïté. La République argentine demande à nouveau la libération immédiate des otages qui sont toujours retenus par le Hamas et qui sont victimes de violences sexuelles et d'actes cruels, inhumains et dégradants.

Pour terminer, nous tenons à rappeler qu'en 2015, à l'initiative de l'Argentine et du Royaume-Uni, l'Assemblée générale a adopté la résolution 69/293, proclamant le 19 juin Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit, afin de sensibiliser à la nécessité de mettre fin à la violence sexuelle liée aux conflits et d'honorer les victimes de la violence sexuelle et les personnes qui en sont rescapées.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Éthiopie.

M. Yoseph (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Ma délégation prend note du rapport du Secrétaire général (S/2024/292). Ma déclaration portera sur les aspects du rapport annuel qui concernent mon pays, l'Éthiopie.

L'Éthiopie a été confrontée à des problèmes de sécurité ces dernières années. Actuellement, notre démarche visant à ouvrir la voie à la paix et à la stabilité donne des résultats encourageants. Parallèlement à ces efforts, nous avons continué d'examiner les allégations de violations des droits humains, y compris les violations des droits des femmes et des enfants et les crimes commis contre eux. Le Gouvernement éthiopien accorde la plus grande attention à toutes les allégations de violation des droits humains, dont celles contenues dans le rapport présenté à cette séance. Nous dénonçons tous ces crimes, y compris les violences sexuelles commises en période de conflit, et nous poursuivons sans relâche nos efforts pour les prévenir et enquêter lorsqu'ils sont signalés afin de garantir l'application du principe de responsabilité et la réparation des préjudices subis. Parce que toute allégation mérite de faire l'objet d'une enquête plus approfondie et que chaque violation est une violation de trop, nous sommes toujours déterminés à enquêter sur toute allégation, même en l'absence de corroboration. En revanche, l'Éthiopie n'accepte aucune des allégations, qui, comme précédemment, n'ont jamais été confirmées ou portées à notre attention afin que les mesures nécessaires soient prises.

Sur cette base, je vais donner des informations sur les mesures prises par l'Éthiopie pour lutter contre les

violations des droits humains dans le cadre du conflit. Ces mesures ont déjà été portées à l'attention de la Représentante spéciale du Secrétaire général au cours des années précédentes. Néanmoins, le rapport et l'analyse de la Représentante spéciale continuent d'utiliser des sources qui ne sont pas crédibles et ne contribuent en rien aux efforts en cours pour garantir l'application du principe de responsabilité et la réparation des préjudices subis. Cette approche n'est pas constructive, et nous demandons à la Représentante spéciale de la reconsidérer et de retirer l'Éthiopie du rapport.

Les mécanismes nationaux que nous avons mis en place pour garantir l'application du principe de responsabilité et la réparation des crimes odieux de violence sexuelle s'inscrivent dans le cadre juridique de l'Éthiopie, qui exclut toute prescription, grâce ou amnistie pour de tels crimes. Le recours à ces mécanismes dans le système de justice militaire et les dispositifs habituels d'application de la loi ont déjà permis d'amener certains auteurs de violations à répondre de leurs actes. Plus important encore, l'Éthiopie a adopté une politique de justice transitionnelle dans le but de traiter les crimes commis durant les conflits qui ont eu lieu ces dernières années. Pour marquer notre engagement en faveur de cette cause, nous avons collaboré avec plusieurs organismes des Nations Unies dans le cadre de ce processus.

Bien que des difficultés puissent se présenter sur le terrain, je voudrais exprimer notre rejet de l'approche consistant à propager un activisme hostile, que nous continuons d'observer dans cette salle. C'est aux États qu'incombe la responsabilité principale de garantir le respect, la protection et l'exercice des droits humains. La politisation des droits humains, le poids de deux mesures et la sélectivité ne peuvent que nuire irrémédiablement à la crédibilité du système international et compromettre la coopération avec les institutions nationales.

Pour terminer, je voudrais souligner que l'Éthiopie condamne toute violation des droits humains et les crimes connexes, y compris les crimes de violence sexuelle. Nous restons également déterminés à garantir l'application du principe de responsabilité et la réparation des préjudices subis. Aucune allégation ne sera ignorée ni ne restera sans suite ou impunie à l'issue d'une procédure judiciaire en bonne et due forme.

La séance est levée à 15 h 35.